

---

**Notes pour l'allocution de Madame Sophie Brochu,  
Présidente et chef de la direction de Gaz Métro,  
à l'occasion d'un dîner conférence devant la  
Chambre de commerce du Montréal métropolitain  
Montréal, le 12 mars 2012**

---

**La version prononcée fait foi.**

---

Monsieur le Président de la Chambre de commerce du Montréal métropolitain, cher Michel,

Distingués invités de la table d'honneur,

Mesdames, Messieurs,

Bonjour à vous tous et merci de votre accueil.

C'est toujours un plaisir et un privilège pour moi de m'adresser à votre auditoire.

Je reconnais dans la salle plusieurs partenaires, clients, fournisseurs et actionnaires de Gaz Métro. Merci de votre présence, de votre confiance et de votre intérêt envers notre entreprise.

\*\*\*

Aujourd'hui, je vais vous parler de Gaz Métro et de gaz naturel. Je vous parlerai plus largement d'énergie et d'environnement. Je vous parlerai aussi de développement économique et de prospérité collective.

Je ne vous cacherai pas que j'ai certaines inquiétudes ces jours-ci.

Nous, Québécois, sommes attachés à la protection de l'environnement. Nous partageons tous la lourde responsabilité de préserver notre patrimoine naturel pour les générations qui nous suivent.

Toutefois, ce souci pour la protection de l'environnement ne doit pas se transformer en une hostilité au développement économique ou à l'exploitation intelligente de nos ressources.

Ce qu'il nous faut, c'est plus d'entreprises qui vont investir pour améliorer leurs procédés; et plus de projets de développement économique qui vont prendre en compte la protection de l'environnement.

Si, dans le but de moins polluer, on fait le choix d'avoir moins d'entreprises et on refuse les projets de développement économique, on fait fausse route et on court collectivement à notre appauvrissement.

Cet appauvrissement mènerait à son tour à l'effritement du modèle social du Québec qui fait notre fierté et, à bien des égards, notre unicité.

Personne ne veut aller là.

Le développement durable, c'est bel et bien deux mots. C'est d'abord un « développement », qui a la caractéristique d'être « durable ».

Et c'est là toute l'inspiration de Gaz Métro qui a à cœur, dans tout ce qu'elle fait, de préserver le fragile équilibre entre le développement économique, la protection de l'environnement et le mieux-être de notre société.

\*\*\*

Laissez-moi vous parler du rêve de Gaz Métro, un rêve esquissé il y a plusieurs années sous la main de Robert Tessier. Un rêve aujourd'hui devenu réalité : celui de la transformation d'une entreprise au service de la société.

Gaz Métro est plutôt connue en tant que principal distributeur de gaz naturel au Québec. Nous sommes ici 1400 employés à opérer un réseau souterrain de plus de 10 000 kilomètres qui dessert près de 200 000 clients dans 300 municipalités. Ce métier, nous en sommes fiers, car nous savons qu'il contribue au mieux-être de notre collectivité.

Gaz Métro a tout de même voulu élargir la portée de son métier. Le tour d'horizon pourrait vous étonner.

Gaz Métro a tout d'abord accentué ses investissements au Vermont où elle était déjà présente en distribution gazière. Par voie d'acquisitions, Gaz Métro est également devenue, avec sa filiale Green Mountain Power, le plus important distributeur d'électricité de cet État, qui nous ressemble : un État reconnu, comme le Québec, pour ses valeurs environnementales et sociales.

Gaz Métro compte aujourd'hui plus de clients aux États-Unis qu'au Canada. Et davantage de clients en distribution électrique qu'en distribution gazière.

Nous nous impliquons également avec détermination dans la production d'énergies renouvelables.

Green Mountain Power exploite au Vermont 32 barrages hydroélectriques et deux fermes éoliennes.

Ici, au Québec, aux côtés de Boralex, nous sommes à bâtir l'un des plus grands projets d'énergie éolienne du Canada, celui de la Seigneurie de Beaupré. Un projet de 340 MW, qui représente un investissement de près de un milliard de dollars, dont environ 60% est de contenu québécois. Un projet qui bénéficie, il faut le dire, d'un très bon appui de sa communauté d'accueil.

Sur la période 2006-2012, nos actifs sont ainsi passés de 2,8 à 5,1 milliards de dollars.

Gaz Métro a grandi. De distributeur de gaz naturel, elle est devenue une entreprise énergétique, polyvalente, qui innove et qui est farouchement tournée vers l'avenir.

L'avenir de ses clients. Des clients qui sont, eux aussi, préoccupés par l'économie et l'environnement.

Au Québec, nous entrevoyons des possibilités formidables pour nos entreprises et nos institutions dans la foulée d'un monde énergétique qui est en plein changement.

\*\*\*

Voyons ça de plus près.

Il y a deux ans presque jour pour jour, j'étais sur cette tribune.

Je parlais alors d'une augmentation de la production de gaz naturel aux États-Unis; 10 % en deux ans. C'était assez pour changer les règles du jeu dans tout le secteur énergétique nord-américain.

Or, ce mouvement s'est accéléré à une vitesse folle.

En cinq ans, il s'est découvert tellement de gaz naturel aux États-Unis que les réserves sont passées de 7 ans à 100 ans.

Cette révolution gazière est essentiellement attribuable aux fameux bassins de shale, à ce que l'on appelle ici le gaz de schiste. Pendant qu'au Québec, on refuse d'exploiter ces gisements, les États-Unis foncent, toutes voiles dehors.

On compte déjà des dizaines de milliers de puits de gaz de shale aux États-Unis et il s'en ajoute chaque mois.

Les Américains ont également découvert du pétrole de shale. Or, quand on exploite ce pétrole, on trouve par le fait même du gaz naturel. En effet, chaque puits génère environ 7 à 10 % de ce qu'on appelle du gaz associé, qui cohabite avec le pétrole dans les mêmes gisements. D'ailleurs, il en serait de même advenant que le Québec décide d'exploiter le potentiel de pétrole de shale sur l'île d'Anticosti.

Toutes ces découvertes font dire à l'Agence américaine de l'énergie que les États-Unis pourraient être autosuffisants en gaz naturel dès 2017, et même en pétrole à l'horizon 2030.

On a peine à imaginer toutes les implications d'une telle situation au plan économique, politique et diplomatique.

Cette ruée vers le gaz et le pétrole aux États-Unis ébranle le Canada.

La valeur des exportations canadiennes de gaz naturel en pourcentage des exportations totales du pays est passée de 11% en 2001, à 2% en 2011.

Les producteurs canadiens ont investi des milliards de dollars au cours des dernières années pour accroître leur capacité de production. Il faut dire qu'ils avaient beau jeu. Ils vivaient dans un monde doré où la demande était insatiable.

Mais voilà que le gaz et le pétrole refoulent dans l'Ouest canadien. Du jour au lendemain, les producteurs sont confrontés à l'inimaginable : devoir trouver des débouchés pour leurs énergies.

Voilà pourquoi on discute du renversement des flots de gazoducs et d'oléoducs au Canada et d'implantation de nouvelles infrastructures de transport. C'est pour s'adapter à une nouvelle réalité. Le marché n'est plus au sud. Il est à l'est du pays et en Asie.

Le temps presse.

Enclavé, le pétrole canadien voit son prix diminué. C'est là le défi de tout un pays. Alors que l'Alberta, le « money bag » du Canada, voit 30 % de ses revenus menacés, c'est la pérennité des paiements de péréquation qui s'en trouve remise en question.

Toute cette mouvance recèle par ailleurs des opportunités formidables pour les consommateurs.

En Amérique du Nord, le gaz naturel coûte 50 % de moins qu'il y a cinq ans.

Le phénomène n'est pas passager. Selon l'Agence internationale de l'énergie, les prix devraient rester bas pour au moins les 15 prochaines années.

Aux États-Unis, toute cette énergie à bon prix alimente une relocalisation industrielle à grande échelle. Le gaz naturel y est devenu une arme de construction massive qui est à rebâtir leur secteur industriel, si durement éprouvé.

Il y est également devenu la pierre d'assise de la réduction des GES. Déjà, entre 30 et 40 000 MW de génération électrique américaine autrefois alimentée au très polluant charbon seront convertis au gaz naturel d'ici 2016. C'est presque l'équivalent de toute la production d'Hydro-Québec.

Le bienfait environnemental est immense : 80 millions de tonnes de gaz à effet de serre seront annuellement évités. Ce qui équivaut, à peu de choses près, au total des émissions de GES de tout le Québec en 2010.

Voilà une illustration éclatante de l'apport du gaz naturel dans la lutte contre les changements climatiques.

\*\*\*

Le Québec n'est pas une bulle. Comme le prix du gaz naturel est continental, les utilisateurs, ici aussi, font des aubaines.

Depuis quatre ans, les consommateurs québécois de gaz naturel ont économisé deux milliards de dollars. Des économies qui aident des familles à réaliser leurs projets; qui aident nos universités et nos hôpitaux à boucler leur budget; et qui aident nos entreprises à être plus concurrentielles.

Au Québec, comme ailleurs en Amérique du Nord, la baisse du prix du gaz a amené bon nombre d'entreprises à se détourner du mazout lourd. Ce faisant, elles réalisent des économies annuelles allant jusqu'à 60 %; elles réduisent de 32 % leurs émissions de GES; et elles réduisent de 70 à 99 % leurs émissions de polluants et de particules fines, qui sont responsables du smog et des pluies acides.

Au Québec, comme ailleurs en Amérique du Nord, le remplacement du mazout par le gaz naturel entraîne incontestablement des économies importantes, une réduction des GES et une amélioration immédiate de la qualité de l'air.

Au Québec, comme ailleurs en Amérique du Nord, la compétitivité du gaz naturel favorise la localisation industrielle. C'est notamment le cas du projet d'IFFCO, dont nos amis de la Coop Fédérée et Investissement Québec sont partenaires. Ce projet, évalué à plus de 1,2 milliard de dollars, consiste en la construction, à Bécancour, d'une usine de production d'urée à partir de gaz naturel. L'urée est la matière première la plus utilisée dans la production d'engrais commerciaux azotés. L'usine projetée desservira prioritairement les marchés du Québec, de l'est du Canada et du nord-est des États-Unis. La compétitivité et la disponibilité du gaz naturel sont au cœur même de ce projet de grande envergure qui serait bienvenu dans cette région qui connaît sa part de difficultés.

Au Québec, comme ailleurs en Amérique du Nord, la demande pour le gaz naturel est croissante et Gaz Métro travaille à y répondre.

L'automne dernier, nous avons complété une extension de 80 km de notre réseau pour relier Vallée-Jonction à Thetford Mines et offrir à cette région les avantages du gaz naturel.

Nous voulons maintenant répondre aux demandes des communautés d'affaires de la Côte-Nord, dernière région industrielle du Québec qui n'a pas encore accès au gaz naturel. Il s'agit là d'un raccordement de grande envergure. La distance à parcourir est de 450 kilomètres. Comme à l'époque des grandes extensions des années 70 et 80, un tel développement nécessite l'appui des gouvernements et l'engagement à terme de certains grands clients. Évidemment, les défis d'un tel projet sont grands et nombreux, le contexte est plus difficile, mais nous sommes patients et persévérants.

\*\*\*

Un mot sur la croyance populaire qui veut que la forte compétitivité du gaz naturel soit nuisible à Hydro-Québec.

Cela est certainement vrai aux États-Unis où l'électricité d'Hydro-Québec doit rivaliser avec les centrales au gaz naturel.

Mais ce n'est pas le cas au Québec.

Dans les faits, le gaz et l'électricité forment ici un tandem d'énergies complémentaires, chacune se déployant en fonction de ses avantages comparés.

Seule l'électricité peut nous éclairer, alimenter nos ordinateurs ou transformer la bauxite en aluminium.

Réciproquement, plusieurs usages industriels nécessitent une flamme directe que seuls le gaz ou le mazout peuvent fournir.

Au Québec, l'avancée du gaz naturel, qui représente présentement environ 13 % de notre bilan énergétique, se réalise en repoussant les produits pétroliers qui répondent toujours à environ 40 % de nos besoins.

Au cours des prochaines années, la complémentarité entre le gaz naturel et l'électricité devrait s'exprimer avec éclat dans le secteur des transports.

Le nouveau gouvernement du Québec a fixé pour cible une réduction de 25 % de nos émissions de GES d'ici 2020.

Dans le but d'atteindre cette cible très ambitieuse, il a réaffirmé son intention de mettre sur la route 300 000 voitures électriques. Comme notre électricité est largement produite de façon renouvelable, on réalisera des gains considérables.

Tout ça est très bien, mais ne suffira pas. Le secteur du transport est responsable de 42,5 % de toutes les émissions de GES du Québec. Or, le tiers de ces émissions est causé par seulement 2 % des véhicules. Ce sont les camions lourds.

Malheureusement, dans ce segment de marché, l'électricité n'est d'aucun secours. La bonne nouvelle, c'est que la solution existe. Mieux encore, elle est disponible dès aujourd'hui.

Elle consiste à faire passer les véhicules lourds du diesel au gaz naturel. Le plus vite sera le mieux.

Ce mouvement est d'ailleurs amorcé.

Il y a trois ans, Transport Robert équipait sa flotte des tout premiers camions fonctionnant au gaz naturel liquéfié dans l'est du pays. L'entreprise compte aujourd'hui 80 camions à GNL. À l'horizon 2014, une centaine d'autres camions devraient s'ajouter à ce nombre.

Parallèlement, Gaz Métro a amorcé le déploiement de ce que nous avons baptisé la Route bleue. Ainsi, trois stations de ravitaillement sont déjà en service à Mississauga, à Boucherville et à Québec, permettant la desserte du corridor Québec-Toronto. Trois autres verront le jour dans les prochains mois.

D'autres transporteurs emboitent le pas. On les comprend : un camion lourd qui fait le choix du GNL, c'est jusqu'à 40 % d'économie sur le coût du carburant et jusqu'à 25 % moins de GES que le diesel.

Non seulement ça marche pour les camions, ça marche aussi pour les navires.

La Société des traversiers du Québec s'est inspirée en cela de l'expérience norvégienne. Les trois traversiers qu'elle est à faire construire pour Baie-Comeau, Matane et Tadoussac utiliseront du gaz naturel liquéfié. Son initiative est suivie de près par le reste du pays ainsi que les États-Unis, qui pourraient bien s'en inspirer à leur tour.

Non seulement ça marche pour les navires, mais ça marche aussi pour les trains.

Gaz Métro et le CN travaillent ensemble à démontrer la viabilité du GNL comme carburant pour les locomotives.

En valorisant l'électricité propre dans les transports personnels et collectifs et en déployant le gaz naturel pour le transport lourd et maritime, le Québec se donne un duo de choc pour réduire les gaz à effet de serre et se présenter à la face du monde comme un leader du développement durable.

\*\*\*

À ceux qui craignent que la compétitivité du gaz naturel et son abondance menacent le développement des énergies nouvelles, je réponds que l'humanité n'a pas quitté l'âge de pierre parce que nous avons manqué de pierres. L'humanité a progressé parce qu'elle a eu besoin de mieux.

Tout le monde s'entend, moi la première, pour dire que nous devons faire beaucoup mieux, consommer moins et nous assurer que le développement d'énergies nouvelles n'est pas compromis par la compétitivité des énergies traditionnelles.

Je crois que c'est tout à fait possible. J'en ai pour preuve et comme exemple notre implication dans la valorisation énergétique du biométhane, qui est ni plus ni moins du gaz naturel local et renouvelable produit à partir des matières résiduelles domestiques. Le biométhane, lorsqu'il est traité, est totalement interchangeable avec le gaz naturel. Il peut donc être acheminé par notre réseau et commercialisé auprès de l'ensemble des consommateurs québécois de gaz naturel.

C'est le projet que nous avons présenté à la Régie de l'énergie, à la demande des Villes de Québec et de Saint-Hyacinthe, avec lesquelles nous avons convenu d'ententes de prise en charge pour assurer au biométhane, cette énergie nouvelle, un débouché économiquement viable.

Nous fondons beaucoup d'espoirs dans la réalisation de projets similaires avec plusieurs autres grandes Villes de la région métropolitaine, dont Montréal.

Si nous obtenons le feu vert de la Régie, le gaz naturel qui sera distribué au Québec dans quelques années sera encore plus durable qu'il ne l'est aujourd'hui.

\*\*\*\*

Je vous ai parlé d'énergie et d'environnement. Je vous ai aussi beaucoup parlé d'économie et de développement.

Ce n'est pas nier l'environnement que d'aspirer à l'enrichissement de notre collectivité et à la pérennité de notre modèle social.

Nous avons besoin d'universités fortes. Nous avons besoin de centres hospitaliers en santé. Nous avons besoin d'artistes qui ont les moyens de créer et de rayonner. Nous avons besoin de nous occuper des jeunes qui cherchent à construire leur vie, et des personnes âgées qui ont beaucoup donné. Bref, au-delà des crédits de carbone, nous avons aussi besoin de richesse.

Nos choix énergétiques ne peuvent évidemment pas tout régler.

Mais ils peuvent contribuer à trouver un équilibre entre le développement de notre économie, la protection de notre environnement et l'essor de notre société.

Le Québec dispose d'atouts précieux pour avancer sur tous ces fronts à la fois. Le Québec est capable de grandes choses, c'est l'espoir que je porte et que je vous invite à partager aujourd'hui.

Merci d'avoir pris le temps de m'écouter.